ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1485

présenté par

Mme Lebon, M. Monnet, M. Brugerolles, M. Bénard, M. Castor, Mme Faucillon, Mme K/Bidi,
M. Lecoq, M. Maillot, M. Nadeau, Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou

ARTICLE 12

À l'alinéa 2, après la seconde occurrence du mot :

« demande, »

insérer les mots suivants :

« soit par voie de médiation dont les modalités sont fixées par décret, soit ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à prévoir la possibilité de recourir également à une médiation, moins éprouvante qu'un recours devant la juridiction administrative sans toutefois supprimer cette dernière possibilité.